



Assemblée générale

Distr. générale
19 mai 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Points 142 et 143 de l'ordre du jour

**Financement du Tribunal pénal international
chargé de juger les personnes accusées
de violations graves du droit international humanitaire
commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

**Financement du Tribunal pénal international
chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide
ou d'autres violations graves du droit international humanitaire
commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés
de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins
entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

Observations sur le rapport du Groupe d'experts chargé d'évaluer l'efficacité des activités et du financement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la note du Secrétaire général concernant les observations sur le rapport du Groupe d'experts chargé d'évaluer l'efficacité des activités et du financement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) (A/54/850). Le Comité était également saisi du rapport du Groupe d'experts (A/54/634). Lors de l'examen de la note, il s'est entretenu avec le Président du Groupe d'experts, les Greffiers et les Procureurs adjoints des tribunaux et des représentants du Secrétaire général, qui lui ont communiqué des informations complémentaires.

2. L'annexe I à la note du Secrétaire général contenait les commentaires du TPIY et du TPIR sur le rap-

port du Groupe d'experts. La note a été établie conformément aux résolutions 54/239 et 54/240, datées du 23 décembre 1999, de l'Assemblée générale, dans lesquelles celle-ci a prié le Secrétaire général de demander aux deux tribunaux de lui remettre leurs observations et commentaires sur ledit rapport et de les lui présenter, par l'intermédiaire du Comité consultatif, pour qu'elle les examine à la reprise de sa cinquante-quatrième session. Dans le cas du TPIY, les commentaires relatifs à la plupart des recommandations figurant à l'annexe I de la note du Secrétaire général (A/54/850) sont communs aux Chambres, au Bureau du Procureur et au Greffe, sauf dans les cas où des divergences d'opinion justifiaient qu'ils soient présentés séparément. Dans le cas du TPIR, les observations ont

été systématiquement regroupées, le nom de l'organe dont elles émanent étant indiqué. En outre, le Procureur du TPIY, qui assume actuellement les mêmes fonctions au TPIR, a formulé des observations couvrant les deux tribunaux.

3. Le rapport du Groupe d'experts a été établi conformément aux résolutions 53/212 et 53/213 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1998, dans lesquelles l'Assemblée a prié le Secrétaire général, afin d'évaluer l'efficacité des activités et du fonctionnement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, dans le but d'assurer l'utilisation optimale des ressources des deux tribunaux, de procéder, en étroite collaboration avec leurs présidents, à l'évaluation recommandée par le Comité consultatif dans ses rapports¹ ainsi que dans la déclaration faite par le Président du Comité consultatif devant la Cinquième Commission à sa 37e séance, sans préjudice des dispositions des Statuts des Tribunaux et de l'indépendance de ceux-ci, et de faire un rapport à ce sujet aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies.

4. Le Comité consultatif a également reçu communication d'une note du TPIR, dans laquelle celui-ci fait le point du fonctionnement du Greffe et des mesures de réforme adoptées récemment dans les secteurs de l'administration et de l'appui judiciaire. Il croit comprendre que cette note est également mise à la disposition des membres de la Cinquième Commission. **Le Comité est conscient des grandes difficultés auxquelles se heurte le TPIR, en particulier, et souligne qu'il faut continuer de leur apporter l'attention voulue.**

5. **Le Comité rappelle qu'à son avis, l'étude confiée au Groupe d'experts devrait porter davantage sur les services d'appui judiciaire que sur la gestion administrative. Il accueille néanmoins avec satisfaction un certain nombre de recommandations du Groupe concernant des questions administratives ou budgétaires ou d'autres questions sans rapport avec les activités judiciaires. Il a l'intention d'en suivre l'application lorsqu'il examinera les budgets des tribunaux. Il compte que les différents organes des tribunaux prendront dans les meilleurs délais les mesures appelées par celles de ces recommandations qui sont de leur ressort. Le Comité des commissaires aux comptes et le Bureau des services de contrôle interne sont encouragés à continuer, de**

leur côté, à s'intéresser de près aux problèmes de gestion qui entrent dans le cadre de leur mandat.

6. Comme indiqué au paragraphe 6 de la note du Secrétaire général (A/54/850), le Comité consultatif note que le rapport du Groupe d'experts contient 46 recommandations et que 16 d'entre elles ont déjà été appliquées (recommandations 1, 2, 6, 13, 14, 17, 18, 22 à 27, 31, 36 et 38) et que 11 autres (4, 6, 7 à 12, 16, 17 et 31) doivent, selon ce qui est indiqué, être examinées de plus près par les Chambres de l'un ou l'autre des Tribunaux. Enfin, le Comité consultatif a été informé que l'on était en train d'en examiner d'autres, avant de les accepter ou de présenter des observations à leur sujet, et qu'il s'agissait en particulier des recommandations 3, 5, 6, 15, 20, 21, 34, 35, 37, 43 et 45 ou d'une partie de leurs éléments. Étant donné la nature et la portée des recommandations du Groupe d'experts, un grand nombre de commentaires, ou certains de leurs éléments, rentrent dans plusieurs catégories. **Le Comité demande que l'examen des recommandations soit mené à son terme dans les meilleurs délais.**

7. Le Comité note que les réponses données par le TPIR concernant diverses recommandations ne sont pas aussi détaillées ni aussi complètes que celles du TPIY. Le Comité est bien conscient que les deux tribunaux constituent des entités distinctes qui fonctionnent chacune dans un environnement différent et dont les pratiques peuvent souvent différer². **Le Comité met donc en garde contre une harmonisation poussée dans l'application des recommandations du Groupe d'experts.**

8. Le Comité consultatif note qu'à l'annexe I de la note du Secrétaire général (A/54/850), on trouve également des commentaires du Secrétaire général sur les recommandations qui sont susceptibles d'avoir des incidences sur le fonctionnement administratif et financier des tribunaux, notamment les recommandations 15, 19 à 21, 29, 34 et 40 à 45.

9. Le Comité consultatif note aussi que, pour ce qui est des questions relevant du Conseil de sécurité, en particulier celles qui ont trait à une modification éventuelle des statuts des tribunaux, à savoir notamment les recommandations 20, 21, 43 et 45, le Secrétaire général se propose de prendre des dispositions afin que le Conseil puisse disposer, pour examen, du rapport du Groupe d'experts ainsi que de sa note³. Le Comité, ayant posé la question, a été informé que des prévisions de dépenses révisées seraient présentées au cas où le

Conseil de sécurité déciderait de nommer des juges supplémentaires. Au cas où le Conseil approuverait la recommandation tendant à ce que les tribunaux emploient des juges ad hoc temporaires à titre de solution pratique pour accélérer les procès, on suivrait la procédure énoncée dans la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, une pratique analogue à celle qui est suivie pour les juges ad hoc par la Cour internationale de Justice.

10. Le Comité consultatif note en outre que le rapport du Groupe d'experts et la note du Secrétaire général seront examinés par la Cinquième Commission à la reprise de sa session, au titre des points 142 et 143 de l'ordre du jour, relatifs au financement des tribunaux, mais que l'Assemblée générale devrait également les examiner en plénière à sa cinquante-cinquième session au titre des points de l'ordre du jour relatifs aux rapports des tribunaux. **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale se félicite d'avoir reçu le rapport du Groupe d'experts.**

11. Le Comité consultatif note que le rapport du Groupe d'experts a été présenté au Secrétaire général le 11 novembre 1999. Il souligne à cet égard que des mesures ont déjà été prises concernant certaines recommandations ayant des incidences budgétaires⁴. Le Comité a l'intention de reprendre, le cas échéant, l'examen de ces questions, et d'examiner les incidences budgétaires des autres recommandations lors de la présentation des projets de budget des tribunaux pour 2001. **Le Comité recommande que le Secrétaire général veille à ce que l'on s'efforce de tirer parti efficacement de toutes les ressources dont dispose déjà chacun des tribunaux avant de demander des ressources supplémentaires pour appliquer telle ou telle recommandation du Groupe d'experts.**

12. Le Comité consultatif note que les recommandations 43 et 45 auraient pour effet de modifier le rôle du Greffe vis-à-vis des Chambres et du Procureur, tel qu'il est défini dans les Statuts des Tribunaux, pour ce qui est des questions visées. **À cet égard, le Comité rappelle que lorsqu'il avait recommandé la création du Groupe d'experts, il avait indiqué que le Groupe devait mener ses travaux dans le plein respect des dispositions des Statuts des Tribunaux. En conséquence, à moins que les Statuts ne soient modifiés par le Conseil de sécurité, le Comité recommande que la pratique actuellement suivie par les deux Tribunaux pour ce qui est des questions visées dans les recommandations 43 et 45 soit maintenue. Les**

Tribunaux devraient toutefois être encouragés à prendre des mesures pour apporter les améliorations voulues pour résoudre les problèmes qui ont amené le Groupe d'experts à suggérer les changements énoncés dans les recommandations 43 et 45. Le Comité recommande à cet égard que le Secrétaire général établisse les projets de budget des tribunaux pour 2001 sur la base de leur structure actuelle. Il rappelle à ce propos les observations qu'il a formulées dans son rapport du 2 décembre 1999⁵.

13. Le Comité consultatif espère qu'au cas où le Conseil de sécurité déciderait de modifier le Statut des Tribunaux, il examinerait d'abord attentivement les commentaires du Secrétaire général et des organes des tribunaux au sujet des recommandations 43 et 45 et qu'il en tiendrait pleinement compte.

14. Le Comité consultatif recommande en outre que le Secrétaire général établisse un rapport distinct, qu'il présenterait à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale à l'occasion de l'examen des budgets des tribunaux, sur les mesures déjà prises ou devant être prises concernant les recommandations toujours à l'examen, mentionnées au paragraphe 6 ci-dessus. En outre, un rapport complet devrait être présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session sur la suite donnée aux recommandations du Groupe d'experts.

Notes

¹ A/53/651, par. 65 à 67, et A/53/659, par. 84 à 86.

² A/54/850, par. 18 à 25, 187, 197 et 198.

³ Ibid., par. 4.

⁴ Ibid., par. 111, 152 et 158.

⁵ A/54/645, par. 2.